

20 mars 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Gerhard Schroeder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne et M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur leur entretien, la situation en Macédoine, la coopération franco-allemande dans la construction européenne et la préparation du prochain sommet de Stockholm, Herxheim, Allemagne, le 20 mars 2001.

LE CHANCELIER SCHROEDER - C'est une rencontre qui s'inscrit dans une excellente tradition comme l'a montré ce dîner de ce soir. Le Président de la République a déjà exposé qu'au cours de ces rencontres on aborde de façon informelle aussi bien les questions bilatérales, qu'européennes et internationales sans ordre du jour prédéterminé.

Nous avons parlé de la situation en Macédoine. Nous sommes d'accord pour considérer que nul n'a le droit de mettre en cause l'intégrité territoriale de la Macédoine, certainement pas des groupes terroristes albanophones. Nous lançons un appel aux parties à mettre fin à la violence. Nous apportons notre soutien au gouvernement macédonien pour arriver à une solution politique de ce conflit et nous saluons le fait que le gouvernement macédonien ait adopté une position ouverte à l'égard de la minorité albanophone de ce pays.

Le Président macédonien a demandé à la présidence suédoise de l'Union européenne qu'on lui donne la possibilité de s'exprimer devant le Conseil européen sur la situation en Macédoine et, en respectant bien sûr la décision de la Présidence suédoise de l'Union, nous pensons que c'est une démarche positive.

Nous avons ensuite abordé l'élargissement et nous avons estimé que certaines questions étaient très délicates : il y a la politique agricole commune, mais également la libre prestation de services et la libre circulation des travailleurs. L'ensemble de ces questions doit relever d'une solution d'ensemble. L'Allemagne et la France ont résolument la volonté de mettre en oeuvre l'élargissement, il n'y a aucun doute à ce sujet, de le mettre en oeuvre rapidement. Des décisions politiques en ce sens ont déjà été prises, il appartient maintenant aux pays candidats de remplir les conditions, notamment en matière économique, pour qu'ils soient en mesure de reprendre l'acquis communautaire.

Encore un point : à la veille du sommet de Stockholm, nous avons également abordé la question de la libéralisation des marchés et nous avons dégagé une position commune à la France et à l'Allemagne. Nous pensons que la fixation d'une date pour la libéralisation des marchés n'est pas nécessairement prioritaire. Ce qui compte, c'est de développer des efforts en commun pour arriver étape par étape à cette libéralisation. Et il faudrait que, parallèlement, simultanément avec cette démarche, soient mis en oeuvre les détails de l'organisation et de la régulation de ces marchés. Ce n'est en effet qu'une fois qu'un marché unique, un marché commun, a été mis en place dans ces catégories de services que l'on peut envisager une régulation, une réglementation.

place dans les catégories de services que l'on peut envisager une réglementation, une réglementation... Tant qu'il n'y a pas de marché commun de ces services, il n'est pas nécessaire, il n'est pas utile d'avoir une régulation commune.

Donc nous pensons que nous allons arriver à une position commune à ce sujet à Stockholm et nous avons la plus grande compréhension pour la position française à cet égard, qui souhaite que les progrès en la matière se fassent étape par étape, sans qu'il soit nécessaire obligatoirement de fixer une date dès maintenant.

LE PRESIDENT - Moi, j'ai tiré une seule conclusion de ces entretiens réguliers que nous avons depuis longtemps et que nous continuerons à avoir, c'est qu'ensemble, nous pouvons faire de grandes choses pour l'Europe et pour les Européens et que séparés, nous sommes condamnés à la médiocrité.

LE PREMIER MINISTRE - Sur cette deuxième rencontre, ce deuxième dîner informel, je voudrais dire à mon tour que je suis convaincu que cette méthode va être féconde. Elle permet à la fois de saisir les problèmes concrets où nos volontés sont communes et d'examiner des différences, parfois même des divergences quand elles existent, pour définir des modes de traitement. Le fait qu'elles se répètent régulièrement, tous les deux mois, va nous permettre d'avancer, parce que nous avons ressenti, ce soir, que, sur un certain nombre de sujets, je pense par exemple à la politique agricole commune, nous avons besoin de bien définir les problèmes, les conceptions, pour essayer à terme de trouver des solutions ensemble.

Dans l'immédiat, par rapport au sommet de Stockholm, comme le Chancelier vient de le rappeler, nous avons défini une position commune sur la question de la libéralisation et nous avons évoqué aussi des questions très importantes comme la question de Galileo, par exemple. Et donc, nous avons pensé que nous réserverions pour l'avenir la question du futur de l'Europe, de son projet et de son architecture.

Donc, je crois que ce mélange d'examen de problèmes concrets et de réflexions en commun, très libres, sur nos problématiques est une nouvelle méthode qui, à mon sens, portera ses fruits.

Si je peux ajouter un mot, je voudrais remercier nos ministres des affaires étrangères car, si ces dialogues sont féconds, c'est aussi qu'ils sont préparés, et préparés par eux dans leurs rencontres régulières.